

Penser les mouvements sociaux, conflits sociaux et contestations dans les sociétés contem-poraines, O. Fillieule, É. Agrikoliansky, I. Sommier (Eds.). La Découverte, Paris (2010). 327 pp.

Cet ouvrage, composé d'une introduction et de 13 chapitres, propose une large revue critique de concepts et de thématiques développés par la sociologie des mouvements sociaux, champ de recherche dynamique à la confluence de la science politique, de la sociologie et de l'histoire. Il prend pour point de référence, tant pour s'y rapporter que pour l'interroger, le paradigme dit de la *contentious politics*. Ce paradigme, élaboré à partir du milieu des années 1990 par des auteurs majeurs comme Doug McAdam, John D. McCarthy, Sidney G. Tarrow, Charles Tilly et Mayer N. Zald, s'appuie sur un ensemble de travaux empiriques, vaste et non précisément circonscrit, qui

³ Certains considèrent au contraire que l'individu calculeur n'est qu'une vue de l'esprit, produite par les mécanismes de performance de l'économie discipline.

ont été menés depuis les années 1960 sur l'action collective protestataire et dont lesdits auteurs ont montré la cohérence *post hoc*.

Les cinq premiers chapitres du présent ouvrage proposent une discussion serrée des concepts centraux du paradigme : la mobilisation des ressources (Emmanuel Pierru), la structure des opportunités politiques (Lilian Mathieu), la *frame analysis* (Jean-Gabriel Contamin), les répertoires d'action (Olivier Fillieule) et les cycles de mobilisation (Isabelle Sommier). Suivent deux chapitres sur la transnationalisation (Johanna Siméant) et les conséquences des mouvements (Didier Chabanet et Marco Giugni), thématiques émergentes au sein de ce paradigme. Les six derniers chapitres exposent d'autres dimensions, occultées ou négligées et pourtant susceptibles d'éclairer certaines dynamiques de l'action collective et protestataire : les logiques de l'engagement militant (Olivier Fillieule et Bernard Pudal), les émotions (Isabelle Sommier), l'identité collective (Michael Voegtli), la place du droit (Éric Agrikoliansky), les médias (Érik Neveu) et l'histoire (Michel Offerlé).

Les chapitres se renvoient habilement les uns aux autres ; il en ressort une cohérence formelle très appréciable. Sur le fond, ils sont précieux par l'ampleur de la littérature qu'ils synthétisent et la tenue de la discussion. Ils sont, enfin, salutaires par les mises en garde qu'ils émettent quant à des usages relâchés des concepts. C'est notamment le cas de celui de « répertoire de protestation », dont un chapitre montre tout l'intérêt de revenir à son acception première, qui concerne le temps long, et de lui préférer d'autres concepts pour saisir des innovations protestataires ou des logiques de l'interaction.

L'une des difficultés du livre réside dans la distance critique (parfois virulente) qu'il entend entretenir avec cette littérature américaine. Les auteurs insistent sur « l'originalité de la sociologie française des mouvements sociaux » (p. 9) qu'ils défendent comme une voie de dépassement des travaux nord-américains. Le lecteur peut cependant interroger cette singularité hexagonale. D'abord, les thématiques des émotions et de l'identité collective ne sont pas l'apanage de la sociologie française mais ont fait l'objet d'un intérêt renouvelé par leurs homologues américains depuis au moins une dizaine d'années (comme en témoigne l'origine de certains travaux qui sont cités dans les chapitres concernés), dont certains, comme Jeff Goodwin ou Doug McAdam, ont même par le passé participé pleinement au développement du « paradigme dominant ».

Ensuite, bien que l'on rejoigne sans hésitation les auteurs du livre pour reconnaître aux terrains d'enquête des travaux français d'indéniables qualités de diversité et d'originalité, faire de ces qualités un trait distinctif peut être débattu. En effet, tandis que les travaux français enrichissaient nos connaissances sur « les mouvements dits de « sans » » (p. 9) et sur les inscriptions nationales des mouvements altermondialistes, certains collègues américains, dans des travaux passés sous silence dans le livre, exploraient de façon tout aussi originale les mouvements de consommateurs et de petits actionnaires, et leur capacité à modifier l'environnement des firmes et leurs pratiques internes¹.

Enfin, la critique aurait parfois mérité d'être précisée davantage. Certes, la défense d'une recherche variée par ses méthodes et par ses échelles d'investigation et fondée sur des cas est bienvenue et veut convaincre les partisans d'approches principalement quantitatives et macro-sociologiques de la légitimité et de la nécessité de démarches alternatives. Mais le lecteur s'interroge parfois sur les travaux visés par les auteurs, par exemple quand ils dénoncent le « comparatisme stratosphérique » (p. 9) ou « l'industrie lourde de la recherche anglo-saxonne » (p. 10). Les travaux

¹ Par exemple : Gerald Davis, Calvin Morrill, Hayagreeva Rao et Sarah Soule (Eds.), 2008, « *Special Issue: Social Movements in Organizations and Markets* », *Administrative Science Quarterly* 53 (3).

fondés sur l'exploitation exclusive de bases de données sont en effet nombreux — et de plus en plus — et l'on peut s'inquiéter qu'ils ne deviennent à terme le mode de production scientifique dominant. Toutefois, des travaux fondateurs de la *contentious politics* ont aussi reposé sur des études de cas particulièrement riches et précises et de très nombreux travaux anglo-saxons continuent de s'inspirer de cette tradition. En outre, à l'instar de ce que les auteurs du livre proposent, des auteurs comme M.N. Zald, D.A. Snow, D. McAdam et S.G. Tarrow ont souligné très tôt la nécessité d'articuler des analyses structurales d'ordre macrosociologique avec des analyses « meso » comme les analyses de réseaux (étrangement peu discutées dans le livre, alors qu'elles occupent une place de choix dans les travaux anglo-saxons) et/ou des approches plus dynamiques mobilisant les concepts de *framing*.

L'autre difficulté du livre est liée à ce dernier point. De même que ses auteurs contestent à juste titre les limites de la cohérence du paradigme de la *contentious politics* pour avoir trop cherché à « absorber les productions dissidentes » (p. 8) et les critiques, le lecteur peut aussi regretter qu'il ne soit pas proposé des principes d'articulation ou d'intégration des différentes perspectives théoriques convoquées tout au long de l'ouvrage, dont certaines paraissent pourtant difficilement compatibles. Comment, par exemple, concilier la théorie des champs de Pierre Bourdieu, convoquée à certains endroits du livre, et à d'autres endroits (parfois dans le même chapitre), des démarches de recherche davantage sensibles à l'action située ou aux interactions entre des acteurs susceptibles d'exploiter des « jeux — au sens d'espace libre » (Olivier Fillieule, p. 95) ? De même, comment intégrer une explication par les prédispositions ou la socialisation des agents et une autre par les capacités stratégiques des acteurs ?

Sur ce point, on regrettera du coup que les auteurs ne discutent pas du rapprochement, opéré depuis le début des années 2000, entre les théoriciens des mouvements sociaux (dont D. McAdam, M.N. Zald et D.A. Snow) et ceux du néo-institutionnalisme organisationnel, et qui a donné lieu à certaines des recherches produites récemment parmi les plus stimulantes du champ (elles aussi étonnamment ignorées ou trop brièvement évoquées dans le livre)². Ce rapprochement a été précisément justifié par le constat des limites respectives des deux paradigmes à comprendre le changement institutionnel et cherche désormais à articuler les dimensions institutionnelles et organisationnelles aux analyses centrées sur les logiques d'acteurs.

Malgré ces réserves qui invitent au débat, ce livre offre au lecteur un vaste état des lieux, rare par la richesse de la littérature sur lequel il se fonde et par la qualité des synthèses et des discussions. Les questions et réflexions qu'il soulève sont stimulantes et l'ouvrage appelle de nombreuses recherches à venir.

Patrick Castel

Sciences Po, centre de sociologie des organisations, CNRS,

19, rue Amélie, 75007 Paris, France

Adresse e-mail : p.castel@cso.cnrs.fr

² Voir, entre autres, les travaux d'H. Rao, en 2000, avec C. Morrill et M. Zald, « Power Plays: Social Movements, Collective Action, and New Organizational Forms », *Research in Organizational Behavior* 22, p. 237-281 ; en 2003, avec Philippe Monin et Rodolphe Durand, « Institutional change in Toque Ville: Nouvelle cuisine as an identity movement in French gastronomy », *American Journal of Sociology* 108, p. 795-843. Voir aussi la synthèse de Marc Schneiberg et Michael Lounsbury, en 2008, « Social Movements and Institutional Analysis », in R. Greenwood, C. Oliver, K. Sahlin-Andersson, and R. Suddaby (Eds.), *Handbook of Organizational Institutionalism*, London, Sage, p. 650-672.